

Le chômage est un déséquilibre économique et un « fléau social ». Économiquement, il diminue le pouvoir d'achat de l'individu qui y est confronté, ce qui peut impacter la consommation. Par ailleurs, l'activité inoccupée diminue les recettes fiscales et sociales (impôts sur le revenu, cotisations) et accroît les dépenses de l'État (allocations). Socialement, il peut conduire à l'exclusion sociale tant le travail est un facteur de sociabilité. L'État cherche donc à corriger ce dysfonctionnement.

1 Différencier les politiques actives/passives de l'emploi

■ On qualifie d'**actives** les politiques de l'emploi visant à **créer des postes** à pourvoir afin de les proposer à la population active (ex. : baisse de la fiscalité des entreprises).

■ On qualifie de **passives** les politiques de l'emploi visant à **réduire la population active** (incitation à l'allongement de la durée des études, abaissement de l'âge de départ à la retraite, incitations aux pré-retraites, politiques anti-natalistes, contrôle des flux migratoires...) ou **rendre la situation de chômage supportable** (indemnisations).

Remarque

Bien que ne réduisant pas la population active au sens strict, la réduction légale du temps de travail est une politique passive puisqu'elle ne cherche pas à créer de l'activité mais à partager celle existante en parts plus petites.

2 La mise en œuvre des politiques actives

■ Les politiques actives visent à créer de l'activité en incitant les entreprises à produire par :

Des **allègements d'impôts** pour diminuer les coûts de production.

Des **incitations ciblées** à la consommation (ex. : crédit d'impôt pour la transition énergétique).

Des **commandes de l'État** (ex. : en

MAIS... cela diminue les recettes fiscales, ce qui n'est pas toujours compatible avec les politiques de maîtrise des déficits.

MAIS... cela accroît les dépenses publiques

Une **diminution des coûts salariaux** ou au moins leur stabilité (ex. : absence de « coup de pouce » à la hausse du Smic).

MAIS... cela peut impacter à la baisse le pouvoir d'achat des ménages si la stabilité des prix ne suit pas celle des salaires.

Une **réglementation du travail** permettant un équilibre flexibilité/sécurité pour inciter les entreprises à embaucher.

Ces aspects réglementaires sont traités dans la partie « droit » de ce thème, fiches 38 à 42.

■ On assiste en outre à des réformes récentes destinées à renforcer l'adéquation qualitative entre l'offre et la demande de travail afin de limiter les situations paradoxales de chômage et de pénurie d'emplois sur la même période :

- **hausse de la formation** : augmentation des heures annuelles et du plafond de cumul ;

- **création de conseillers emploi dédiés** pour certains chômeurs en grande difficulté bénéficiant d'un « **accompagnement renforcé** ».

■ Les évolutions du fonctionnement de Pôle Emploi se poursuivent avec une redéfinition à venir de « l'offre raisonnable d'emploi » puis un suivi accru des démarches de retour à l'emploi.

3 La mise en œuvre des politiques passives

■ Elles peuvent consister à réduire la population active :

Abaissment de l'âge de **départ à la retraite**

MAIS... cela génère un problème de financement de l'assurance vieillesse

Incitation à la **poursuite d'études**

MAIS... cela génère une hausse des dépenses publiques

Limitation la **natalité** (politiques « malthusiennes »)

MAIS... cela diminue la consommation à court terme et déséquilibre le financement de la protection sociale à long terme

■ On assiste en outre à des réformes récentes, notamment dans le **financement de l'assurance chômage** pour les salariés démissionnaires et les travailleurs indépendants dans des cas précis. Des pistes sont également étudiées pour permettre l'**évolution des règles** en direction de **population cible**.

Exemple

Pour favoriser l'emploi des personnes handicapées, il est étudié d'alléger les aspects administratifs spécifiques, de refondre les systèmes de financement, de profiter de la montée en puissance du travail à distance...